

## Les 15 propositions des Petites Villes pour résorber les fractures des quartiers populaires



La mort du jeune Nahel à Nanterre, à la fin du mois de juin, a suscité une vague légitime d'émotion dans tout le pays. Les violences qui l'ont suivie, parfois d'une extrême brutalité, et qui prenaient prétexte de cette mort, ont quant à elles, fait l'objet de la plus ferme condamnation des élus des petites villes.

En effet, loin d'être cantonnées aux seules métropoles, ces violences se sont produites dans l'ensemble de nos quartiers populaires, y compris dans les petites villes.

Une nouvelle fois en première ligne, les Maires de ces collectivités ont fait face avec courage à ce déferlement de violence et aux conséquences financières des destructions engendrées.

Il paraît cependant évident que l'embrasement et les nuits d'émeutes dépassaient largement le cadre du drame de Nanterre, en particulier, et de la politique en ville, en général. Tous les acteurs de nos quartiers populaires doivent être mobilisés et agir en responsabilité pour assurer la tranquillité publique et le vivre-ensemble : responsables associatifs, culturels, sportifs et religieux, entreprises, familles, sans oublier l'Etat et les collectivités territoriales. C'est désormais un changement qui s'impose à nous tous collectivement.

Nous ne sommes pas de ceux qui diront que rien n'a été fait jusqu'à ce jour. Nous dirons cependant qu'un certain nombre de quartiers continuent à cumuler beaucoup plus de difficultés que d'autres et sont le triste symbole des fractures françaises. L'Etat, et bien sûr les collectivités territoriales, ont mené dans les territoires des politiques innovantes en matière d'éducation, d'emploi et de logement, mais force est de constater qu'elles ont été insuffisantes pour changer le cours des choses, et à lutter contre les inégalités de destin. Certains territoires ne sont pas encore remis de la crise du Covid qui a parfois contribué à détériorer des situations déjà dégradées.

Les alertes de nombre d'élus locaux n'ont pourtant pas manqué, depuis les dernières grandes émeutes de 2005. En 2021, « l'appel de Grigny » d'un certain nombre de Maires de banlieues pointait la situation déjà explosive dans certains quartiers ainsi que les conséquences de la diminution des dotations de l'Etat aux collectivités, de la suppression des contrats aidés ou encore de la baisse des aides au logement.

Il est parfois de bon ton d'opposer une ruralité, abandonnée et délaissée, aux banlieues, au sein desquelles des milliards d'euros auraient été déversés, comme s'il s'agissait de mettre en concurrence la souffrance territoriale. La réalité paraît beaucoup plus complexe. En fait, en dépit de toutes les politiques menées et des dispositifs de péréquation, on observe depuis 1990 un accroissement des inégalités territoriales, notamment au profit des grandes métropoles.

De fait, alors que se renforçait la concentration des richesses d'un côté, nombre de petites villes, de communes rurales, comme de communes de banlieues, subissaient la désindustrialisation, la diminution de l'offre de services publics, tandis que progressait inlassablement la désertification médicale.

L'APVF ne peut donc que regretter l'absence de mise en œuvre en 2018 du plan Borloo, dernier grand plan ambitieux de revitalisation des quartiers populaires. Elle s'est jointe en 2022 à l'ensemble des associations du bloc local pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur les grands enjeux

de la politique de la ville et de la cohésion sociale et nationale en formulant quelques grandes propositions à destination du futur gouvernement. Les événements récents ne font que renforcer la pertinence et l'urgence de leur mise en œuvre.

Toutefois, nous ne réclamons pas un nouveau plan spécifique pour les politiques de la ville. Nous demandons la mise en œuvre de politiques publiques transversales s'attaquant résolument aux fractures territoriales et aux problèmes des habitants. Il ne s'agit rien de moins que d'éviter le spectre, parfois fantasmé, « de deux France » qui ne se parlent plus et ne se comprennent plus. Il faut sortir ces quartiers de la nasse dans laquelle ils ont été trop souvent relégués pour en faire des sas vers un avenir désirable.

Nous devons porter comme ambition de faire de tous nos quartiers des lieux où se tisse le lien social et où se forge le vivre ensemble. C'est pourquoi l'Association des Petites Villes de France présente les 15 propositions suivantes pour les quartiers populaires :

➤ **Assurer la sécurité, première des libertés**

1. **Retisser des relations de confiance entre les forces de police et les populations des quartiers populaires**

⇒ Développer une police de proximité, en s'appuyant sur la coopération des polices municipales et des forces de sécurité intérieures, en renforçant les actions de prévention et en mettant l'accent sur les relations police-population

2. **Garantir le maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire national**

⇒ Renforcer l'ancrage territorial de la police en rééquilibrant les effectifs de la police nationale et de la gendarmerie sur le territoire selon les besoins et en luttant contre la concurrence entre les collectivités dans le recrutement et la fidélisation des effectifs de police municipale

➤ **Désenclaver les quartiers populaires**

3. **Offrir une solution de transport jusqu'au dernier kilomètre dans les quartiers populaires**

⇒ Améliorer le maillage des transports en commun, en veillant notamment à ce que les nouveaux projets de RER métropolitains desservent efficacement les quartiers populaires

4. **Protéger les habitants des quartiers populaires des effets de l'inflation sur les prix de l'énergie**

⇒ Maintenir les dispositifs d'aides de façon ciblée dans les quartiers populaires : bouclier tarifaire, aides au carburant...

5. **Développer les mobilités alternatives et la multimodalité pour contribuer à la transition écologique**

⇒ Renforcer les aides en faveur des mobilités décarbonées afin d'allier justice sociale et transition écologique, par exemple en réduisant davantage les restes à charge pour l'achat de véhicules électriques

➤ **Redémarrer l'ascenseur social pour tous par l'école**

6. **Offrir dès le plus jeune âge les mêmes opportunités pour lutter contre les inégalités de destin**

⇒ Mettre en place un réel service public de la petite enfance en donnant les moyens financiers aux communes de plus de 3 500 habitants d'assurer leur compétence d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant

7. **Ne pas opposer les territoires dans les politiques prioritaires éducatives**

- ⇒ Travailler aux rapprochements possibles entre les différents dispositifs existants, par exemple entre les REP+ et les Territoires Educatifs Ruraux
- 8. Impliquer pleinement les maires dans la définition de la carte scolaire**
  - ⇒ Ne pas fermer de classes dans un quartier populaire sans l'accord du maire
- **Garantir le vivre-ensemble en rendant les quartiers populaires désirables**
- 9. Garantir un égal accès aux soins à tous, en prenant des initiatives d'urgence dans les quartiers populaires**
  - ⇒ Déployer d'urgence, de manière transitoire, des médecins salariés dans les zones les plus sinistrées par la désertification médicale
- 10. Préserver la présence des services publics dans les quartiers populaires, clefs de voûte du lien social**
  - ⇒ Décréter un moratoire sur la fermeture des services publics dans les quartiers populaires
- 11. Lutter contre le mal-logement et assurer à tous l'accès à un logement abordable**
  - ⇒ Inciter davantage à la production de logements sociaux et à la rénovation thermique des bâtiments, notamment en restaurant les capacités d'investissement des bailleurs sociaux
- 12. Réhumaniser l'espace urbain en luttant contre la minéralisation et les effets du changement climatique dans les quartiers populaires**
  - ⇒ Réaménager en profondeur l'espace urbain notamment au travers d'actions de renaturation, afin d'améliorer le cadre de vie tout en proposant des « îlots de fraîcheur »
- **Se donner les moyens de tenir la promesse républicaine pour tous les habitants des quartiers populaires**
- 13. Revoir le zonage des politiques prioritaires de la ville pour mieux prendre en compte les réalités locales**
  - ⇒ Demander, par voie de circulaire, aux préfets de département d'avoir une appréciation souple et concertée avec les élus locaux dans le renouvellement des contrats de ville en prenant en compte la nécessité d'un financement pluriannuel
- 14. Dégager des marges de manœuvre financières pour permettre la résorption des inégalités territoriales**
  - ⇒ Indexer la dotation globale de fonctionnement (DGF) sur l'inflation pour mieux soutenir le secteur associatif et améliorer le fonctionnement des services publics locaux et soutenir l'investissement local en renforçant les dispositifs de péréquation verticale et horizontale, notamment à travers la contribution de 1% des recettes fiscales des métropoles vers les petites villes avoisinantes
- 15. Transformer le ministère de la ville, considéré uniquement comme celui des banlieues, en ministère de « toute la ville », compétent pour intervenir sur toutes les formes d'urbanité, y compris les petites villes, et mettre en cohérence les politiques publiques de la ville entre les différentes strates de collectivités**